

28 mai 2004 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la question des aides européennes aux exportations agricoles, le financement de l'aide au développement, l'aide européenne au développement, le projet de résolution sur le transfert de souveraineté de l'Irak et la violation des droits de l'Homme à Cuba, Guadalajara le 28 mai 2004.

LE PRÉSIDENT - Tout d'abord, merci aux journalistes français qui ont fait un long déplacement pour un court voyage, je leur en sais gré et puis merci. Je vois qu'il y a également quelques journalistes du Mexique que je salue cordialement.

Je répondrai surtout à vos questions car ce que nous avons fait, vous le connaissez. Cette troisième réunion était intéressante, beaucoup de monde. Pour la première fois, l'Europe élargie présente et une bonne ambiance dans les couloirs. Le grand avantage, finalement, de ces réunions c'est les contacts humains, la connaissance des hommes, les propos hors séance. Des conclusions qui ont été intéressantes, bien préparées et que vous connaissez, sur lesquelles je ne m'étendrai pas beaucoup.

Les deux thèmes étaient tout de même significatifs et intéressants : multilatéralisme et cohésion sociale, avec des interventions dont certaines ont été, j'ai trouvé, très remarquables de la part d'un certain nombre de participants, notamment de participants d'Amérique latine et des Caraïbes. De ce point de vue, les débats ont été assez riches ou plus exactement, les interventions ont été assez riches. L'intégration régionale est un complément du multilatéralisme et elle est tout de même apparue plus forte qu'on ne pouvait l'imaginer, aussi bien au niveau du MERCOSUR qu'au niveau de l'ensemble andin ou de l'ensemble d'Amérique centrale.

Une déclaration a été adoptée, vous la connaissez, je ne reviendrai pas dessus. Elle constate en particulier une ambition, non encore réalisée pour ce qui concerne l'accord entre l'Union européenne et le MERCOSUR. Je dis une ambition puisqu'on affiche l'espoir d'un accord qui pourrait intervenir cette année mais qui néanmoins est encore loin d'être réalisé car après un effort très important qui a été engagé par la Commission européenne, il faut bien reconnaître que dans l'état actuel des choses -et je m'en suis longuement entretenu ce matin avec le Président LULA-, la réponse du MERCOSUR n'est pas à la hauteur des propositions qui ont été faites par la Commission. Il va falloir retrouver, nous retrouver sur ce point pour essayer d'arriver à un accord souhaitable mais qui ne peut être qu'un accord équilibré. Je ne considère pas que ce soit actuellement encore le cas.

Nous avons également examiné les moyens de réaliser effectivement un espace commun d'enseignement supérieur entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes et ça c'est, je trouve, une idée intéressante et à développer. Voilà, en gros, ce qu'a été la réunion et je suis tout prêt à répondre à vos questions.

QUESTION - Monsieur le Président, je crois savoir que dans votre entretien avec le Président LULA DA SILVA, il a souligné la contradiction qui existe pas nouvelle entre le discours de la

LULA DA SILVA, il a souligné la contradiction qui n'est pas nouvelle entre le discours de la France sur la générosité et la multipolarité et la nécessité de défendre des intérêts étroits, notamment dans le domaine agricole qui nous conduisent à avoir, au contraire, un comportement protectionniste. Est-ce que vous avez pu lever cette ambiguïté ? Et est-ce que vous pouvez le faire pour nous ?

LE PRÉSIDENT - Vous savez que je connais bien le Président LULA et il évoque ces problèmes avec tout le talent qu'on lui connaît mais quand c'est avec moi, il le fait avec un certain sourire. Parce qu'il n'est pas dupe.

Dans cette affaire agricole, naturellement, la France défend ses intérêts, c'est légitime. Nous sommes le premier producteur européen et un producteur mondial important. Nous avons des intérêts et nous les défendons. Mais contrairement à ce que certains prétendent affirmer, l'Europe n'est pas une forteresse. D'abord ses aides à l'exportation ont considérablement diminué £ depuis dix ans, elles ont été divisées par trois, il en reste un tiers. D'autre part, l'Europe est le plus gros importateur de produits agricoles du monde. A elle toute seule elle, apporte plus que les États-Unis, le Japon, l'Australie et un certain nombre d'autres pays. Nous sommes le premier importateur. On peut nous accuser de beaucoup de choses mais pas sérieusement de protectionnisme. La réalité, c'est qu'il y a aujourd'hui dans le monde quatre grands groupes. Il y a une Europe de moins en moins protégée sur le plan agricole, il y a des États-Unis qui ne peuvent pas même imaginer mettre un terme, ou même un bémol, aux aides considérables qu'ils apportent à leurs agriculteurs et qui trouveraient très bien, naturellement, que l'Europe disparaisse en tant que producteur et exportateur, à condition qu'ils ne soient en rien mis en cause et que eux ne fassent l'objet d'aucune mesure de diminution des aides qu'ils donnent à leurs agriculteurs. Et de ce point de vue, eux n'ont aucun complexe et on les accuse d'être protectionnistes mais personne ne prend la moindre initiative pour essayer de mettre un terme à cette situation.

Il y a un troisième groupe qui sont les pays émergents. Ces pays émergents ont une vocation exportatrice, le Brésil est le type même de ces pays. Ils ont une vocation exportatrice et, bien entendu, ils sont favorables à ce que l'Europe atténue au maximum ou supprime ses aides à l'exportation.

Et puis il y a un quatrième groupe que personne ne défend, en dehors de l'Europe et de la France, et surtout de la France, qui sont les pays pauvres qui, eux, ne sont pas des pays exportateurs, ils n'ont pas une vocation exportatrice, mais qui sont des pays essentiellement africains et certains asiatiques, et dont la vocation c'est de développer une agriculture de subsistance.

Quand je veux faire enrager le Président LULA, je lui dis : " Vous n'imaginez pas le drame que représentent les exportations de poulets brésiliens au Sénégal ! C'est un désastre. Alors vous devriez aussi en tenir compte". Mais évidemment, les intérêts des pays émergents exportateurs agricoles n'ont rien à voir et sont aussi en totale contradiction avec les intérêts des pays pauvres à la recherche du développement d'une agriculture de subsistance.

Donc, vous voyez qu'en réalité le problème est très complexe et quand on accuse l'Europe d'être protectionniste, c'est en réalité d'abord un faux procès et surtout un manque d'informations.

Avec le Président LULA, nous nous entendons très bien et nous nous faisons un peu enrager l'un l'autre et dans le meilleur esprit.

QUESTION - Est-ce qu'il n'y a pas, Monsieur le Président, une contradiction entre les bonnes intentions affichées lors de ce sommet, affichant l'aide au développement pour le continent sud-américain et les Caraïbes et les sommes finalement modestes que consacre l'Union européenne à l'aide à ce même continent puisqu'elle se montait à quelque trois cent cinquante millions d'euros pour cette année 2003 ? Et une deuxième question, si vous le permettez : est-ce que la France respectera son engagement de consacrer 0,7 % de son PIB à l'aide publique au développement à l'horizon 2007 ?

LE PRÉSIDENT - Sur l'engagement que nous avons pris à l'horizon 2007 : vous savez que nous avons connu une période où nous étions dans un niveau convenable, c'était il y a une dizaine d'années, puisque nous avons atteint environ 0,5 %. Puis l'aide publique au développement

française a considérablement baissé, c'est d'ailleurs un phénomène que connaissaient aussi les Anglais, les Allemands et un certain nombre d'autres. Nous avons réamorcé, si j'ose dire, la remontée il y a deux ans. Nous avons pris l'engagement, j'ai pris l'engagement que nous atteindrions 0,5 % en 2007 et 0,7 % le plus vite possible, autour de 2010. Voilà nos engagements.

Je m'efforcerai en tous les cas, pour ce qui me concerne, de tenir ces engagements et c'est une des priorités qui ne sera pas touchée par nos restrictions, nos difficultés ou nos problèmes budgétaires. Notre détermination de ce point de vue est grande. Ceci étant, nous ne nous faisons aucune illusion, l'aide publique au développement qui représente dans le monde environ cinquante à soixante milliards de dollars par an est très insuffisante pour atteindre les Objectifs du Millénaire de faire baisser de moitié la pauvreté dans le monde. En 2015, nous n'avons absolument aucune chance d'atteindre ces objectifs avec l'aide publique au développement que nous connaissons aujourd'hui, ce qui pose un vrai problème, contre lequel d'ailleurs, avec le Président LULA, nous nous sommes mobilisés.

Nous aurions besoin de l'ordre de cinquante milliards de plus de dollars par an au minimum, c'est-à-dire doubler l'aide publique et même, en réalité, la tripler si nous voulons réellement atteindre les Objectifs du Millénaire en matière de lutte contre la pauvreté. C'est la raison pour laquelle, convaincu qu'on ne le fera pas et que la situation budgétaire des pays ne le permettra pas, j'ai indiqué qu'il était maintenant urgent de trouver d'autres sources de financement pour abonder l'aide publique au développement.

D'où la proposition franco-britannique qu'on appelle l'IFF, l'Initiative Financière Internationale qui est une proposition intéressante mais qui suppose pour avoir des effets à long terme que l'aide publique au développement elle-même continue à progresser. Or, l'expérience historique nous a montré que ce n'était pas toujours le cas et qu'il y avait un risque. Donc l'IFF à laquelle nous souscrivons totalement avec les Anglais est un plus, un progrès, mais n'est pas suffisant. C'est la raison pour laquelle j'ai engagé un processus pour essayer de définir une ressource nouvelle, à partir d'une taxation internationale.

J'ai été très satisfait de voir que pour la première fois le comité du développement de l'OCDE vient de reconnaître et d'affirmer publiquement que cette taxation internationale était aujourd'hui quelque chose de nécessaire. Comme vous le savez, j'ai réuni un groupe de travail qui est présidé par M. LANDAU auquel participent notamment les grandes institutions financières internationales. Celui-ci m'a donné un premier rapport et il me donnera un rapport définitif avant le mois de septembre qui me permettra de saisir dès aujourd'hui le G8, à Sea Island, très prochainement, et l'ONU au moment de la prochaine réunion de l'Assemblée générale. Elle sera d'ailleurs précédée, vingt-quatre heures avant, par une réunion où j'espère pouvoir me rendre ne serait-ce que quelques heures, ce qui n'est pas certain, cela dépendra évidemment de mon emploi du temps et qui sera présidée et convoquée par le Président LULA à la suite de nos entretiens de Genève d'il y a quelques mois pour parler de ce problème de la nécessité d'adapter par des moyens nouveaux une aide publique au développement qui est notoirement insuffisante pour atteindre les Objectifs du Millénaire.

Alors, vous m'avez parlé de l'APD aux pays d'Amérique latine, de l'aide de l'Union européenne aux pays d'Amérique latine. Il n'y a pas eu, en tous les cas, de plainte, ici. Elle est ce qu'elle est, elle est tout de même substantielle et nous avons aussi d'autres priorités qui sont à nos yeux plus grandes et notamment celle de l'Afrique, à laquelle l'Union européenne apporte une aide non négligeable.

Je vous rappelle d'ailleurs que depuis 1995, c'est-à-dire depuis le sommet européen de Cannes où il y avait une forte contestation, -je venais à ce moment-là juste d'être élu et j'avais donc pris la présidence parce que c'était notre tour d'être président-, il y avait eu une forte volonté de plusieurs de nos partenaires de diminuer leur contribution à l'aide publique au développement par l'intermédiaire du Fonds européen du développement. Ce qui m'avait conduit, après des négociations difficiles, à accepter que la France augmente sa participation pour compenser, pour que l'on puisse avoir un total qui reste le même et compenser les réductions de certains de nos

partenaires. C'est ainsi que la France dans le Fonds européen de développement participe non pas pour 17 % environ, qui est notre contribution normale au sein de l'Union à quinze, mais pour 25 %. La France à elle toute seule assume le quart. Quand on parle de notre aide publique au développement, on oublie que nous assumons à nous tous seuls, depuis Cannes, le quart de l'aide publique au développement européen.

QUESTION - Monsieur le Président, à propos de l'Iraq, vous disiez hier que la résolution américano-britannique devait être sérieusement améliorée. Que fait la France pour qu'elle le soit et si cette résolution ne devait pas être améliorée, est-ce que Paris utiliserait son droit de veto au Conseil de Sécurité ?

LE PRÉSIDENT - Je crois que cette résolution, je l'ai dit, est une base solide de discussion, je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit hier c'est-à-dire les points permettant de l'améliorer de façon à ce que les Iraquiens ressentent réellement que quelque chose change et qu'ils retrouvent leur souveraineté. J'ai évoqué hier, je ne vais peut être pas y revenir, les différentes améliorations que cela supposait dans cette résolution. Nous en avons parlé aujourd'hui avec un certain nombre de nos partenaires, notamment le Chancelier fédéral, mais également nos partenaires chiliens et brésiliens qui sont tous deux membres du Conseil de Sécurité. Nous avons des relations très suivies au niveau de nos ambassadeurs à New-York avec ces partenaires-là, mais aussi avec nos partenaires algériens, russes, chinois et je pense que nous devrions pouvoir obtenir une résolution qui soit positive et souhaitable.

J'ai eu le sentiment dans un récent contact que j'ai eu avec le Président américain qu'il était soucieux de faire quelque chose qui puisse être réellement soutenu par tout le monde. Ceci étant, nous sommes très attachés à quelque chose qui soit réel, concret, porteur : nous ne sommes pas, en revanche, dans un climat d'agression, ou de je ne sais quoi.

QUESTION - Vous avez rencontré le Président colombien Alvaro URIBE, je pense que vous avez évoqué le dossier BETANCOURT auquel vous tenez beaucoup, est-ce qu'il y a du nouveau et que vous dit le Président colombien ?

LE PRÉSIDENT - Naturellement, c'est la première chose que j'ai évoquée avec le Président URIBE. Je dois à la vérité de dire qu'il ne m'a rien apporté comme information nouvelle et je lui ai parlé une fois de plus, il y a maintenant plus de vingt mois, il y a deux ans. Il n'a rien, semble-t-il, -en tous les cas c'est ce qu'il me dit et j'ai toutes les raisons de le croire- qui lui permette d'espérer quelque chose de rapide en ce qui concerne la libération de Madame BETANCOURT.

QUESTION - Dans tout juste une semaine vous serez en Normandie, quel est le message que vous souhaitez transmettre à cette occasion au peuple et aux dirigeants américains ?

LE PRÉSIDENT - Un message simple qui, dans les circonstances qui sont celles du 6 juin, est un message de reconnaissance et par voie de conséquence un message d'amitié, et je le dirai de façon tout à fait claire : la France n'oublie pas.

QUESTION - Est-ce que vous avez évoqué la situation en Haïti, tant politique qu'humaine naturellement ?

LE PRÉSIDENT - Nous avons évoqué avec plusieurs de nos partenaires, devant l'ampleur de la catastrophe naturelle qui vient de s'abattre sur Hispaniola, j'ai demandé au ministre des Affaires étrangères, M. BARNIER, d'aller rapidement pour voir, prendre les dispositions qu'il estimerait pouvoir prendre et aussi pour apporter la solidarité de la France. C'est ce qu'il a fait, il doit même être arrivé maintenant, oui, il est arrivé. Ceci étant, sur le plan politique, j'ai exprimé mes vifs remerciements au Président LULA qui va prendre la suite de la force multinationale au profit de la force de l'ONU, la suite de l'action menée essentiellement par les États-Unis et la France. J'ai exprimé le même remerciement au Président LAGOS du Chili, qui va fournir six ou sept cents hommes, le Brésil devant en fournir mille quatre cents et prendre d'ailleurs le commandement de la force de l'ONU. Nous avons longuement parlé de nos impressions et notamment il souhaitait connaître mon sentiment sur l'évolution des choses.

La présence du Premier ministre, M. LATORTUE a été, je dois le dire, très positive, et conformément à l'impression qu'il m'avait fait quand il était venu me voir à Paris, j'ai cru comprendre qu'il avait fait la meilleure impression à nos partenaires qui étaient là.

QUESTION - On a trouvé au sein de la délégation cubaine une certaine ambiance pour dépanner

QUESTION - On a trouvé au sein de la délégation cubaine une certaine ambiance pour dénoncer l'Union européenne comme complice des États-Unis à propos de certaines questions surtout en ce qui concerne la torture de prisonniers irakiens. Je vous demande à vous comme Président d'un pays qui appartient à l'Union européenne et qui s'est opposé à l'invasion des États-Unis en Iraq qu'elle est votre position face à Cuba ?

LE PRÉSIDENT - L'Union européenne a pris une position à l'égard de Cuba à la suite de la répression brutale qui a eu lieu il y a un an, dont notamment ont été victimes un certain nombre de gens qui ont été emprisonnés dans des conditions un peu rapides, en tous les cas sans les garanties minimum que l'on peut escompter d'un pays respectueux des Droits de l'homme. Et quatre qui ont été purement et simplement exécutés pour avoir, je crois, détourné un petit bateau. Bon, alors, l'Union européenne a pris un certain nombre de positions de fermeté à l'égard de cette évolution de Cuba. Et je suis naturellement totalement solidaire de la position européenne.

Si vous évoquez le problème de l'embargo, l'Union européenne et la France n'ont jamais été favorables à l'embargo en général, à l'embargo cubain en particulier. Nous ne l'avons d'ailleurs jamais voté à l'Assemblée générale des Nations Unies.

QUESTION - Je souhaitais effectivement vous poser la question : pourquoi la France avait-elle appuyé avec l'ensemble des pays européens l'élimination du paragraphe qui faisait allusion à la loi HELMS-BURTON et au renforcement des mesures du blocus économique contre Cuba ? La France a-t-elle appuyé cette élimination du texte et pourquoi, si elle a toujours été contre le blocus ?

LE PRÉSIDENT - Nous sommes contre l'embargo. Alors la loi HELMS-BURTON, je ne sais pas, en tous les cas ça n'est pas venu au niveau des Chefs d'État et de gouvernement. Vous aviez une deuxième question ?

QUESTION - Simplement, la deuxième question : je souhaitais savoir si la France était prête à appuyer l'inclusion, comme membre permanent du Conseil de sécurité, d'un pays latino-américain et quel pourrait être ce pays ?

LE PRÉSIDENT - La France est favorable à la réforme des Nations Unies, notamment à l'élargissement du Conseil de sécurité et à l'augmentation à la fois des membres permanents et du nombre des membres non permanents. Ceci pour avoir une meilleure représentation du monde d'aujourd'hui. Dans ce contexte, il est évident que l'Amérique du sud doit être représentée au Conseil de sécurité. Il ne nous appartient pas de désigner celui qui doit siéger, ou ceux qui doivent siéger, dans le cadre de cet élargissement du Conseil de sécurité. C'est un peu à l'Amérique latine, naturellement, de se concerter comme on le fait en général dans ces cas-là pour désigner ceux d'entre eux qui pourraient être membres permanents ou membres non permanents supplémentaires. Une dernière question ?

QUESTION - Bonsoir, Monsieur le Président, on voulait savoir, à propos de votre réunion avec Monsieur URIBE, si vous aviez évoqué le sujet d'une offre que vous auriez faite il y a quelques mois sur la possibilité de recevoir en France quelques guérilleros s'il y avait des conversations de paix qui pouvaient apporter à la libération d'otages comme Ingrid BETANCOURT.

LE PRÉSIDENT - Il est évident que la France, et plus généralement l'Union européenne mais la France en particulier fera le maximum pour faciliter une action qui se traduirait par un résultat humanitaire, c'est-à-dire la libération des otages en général. Vous savez que nous sommes particulièrement soucieux du sort de Mme BETANCOURT, mais enfin elle n'est pas la seule, nous sommes favorables à la libération de tous les otages. Si ce contexte -ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui- se précisait et que le gouvernement colombien, dans le cadre de sa négociation, demande quelque chose à l'Union européenne et à la France, je ne peux pas vous dire quelle serait notre réponse car tout dépendrait du contexte et tout dépendrait des résultats de la négociation en Colombie. Mais nous ne fermons aucune porte.

Je vous remercie.